

Quelle place pour l'homme ?

PAR JEAN-PAUL DELÉAGE*

Plusieurs problèmes vitaux pour notre espèce et pour nombre d'espèces vivantes ont atteint des seuils critiques. Sur une planète aux dimensions finies, nous vivons dans des sociétés du risque majeur. Ou bien l'humanité sait "changer d'ère", ou bien elle est entrée en phase terminale à plus ou moins long terme. C'est donc "l'âge de l'écologie".

Notre espèce est devenue mortelle à échéance pensable du jour où a été construite l'arme nucléaire. Tel est le renversement de perspective qui sépare notre siècle en deux : avant et après Hiroshima. Cinquante ans plus tard, après Tchernobyl, les questions écologiques ont irréversiblement atteint une dimension planétaire. Les espèces animales et végétales sont décimées à un rythme sans précédent. Nous installons des poisons dans les chaînes alimentaires pour des siècles, voire des millénaires avec les déchets radioactifs. Nous modifions la composition chimique de l'atmosphère et, par là, nous influençons déjà l'évolution climatique globale.

La place de l'homme

La conscience scientifique de ces problèmes n'a clairement émergé que depuis une centaine d'années. La conscience politique est encore plus récente. L'écologie est née d'une longue suite de combats d'idées. Elle s'est construite dans un choc permanent d'hypothèses. Tout le contraire d'un dogmatisme soit scientifique, soit religieux. Pensée des ensembles, l'écologie n'existe qu'en tant que réflexion ouverte, branchée sur les relations et sur le complexe, critique et critiquable. Les catégories dont elle traite sont et naturelles et sociales. Sans doute va-t-il falloir appliquer à cette dualité réductrice des concepts de nature et de société le même effort de dépassement que celui qu'a



suggéré Norbert Elias pour l'antithèse classique individu/société. Dès 1935, le fondateur britannique du concept d'écosystème, Arthur Tansley, montrait que les activités humaines constituaient un facteur biotique puissant et qu'à ce titre, leur analyse relève de la science écologique. *"L'analyse scientifique, écrivait-il, doit aller au delà des apparences formelles des entités "naturelles"..."*

"L'écologie doit s'adapter aux conditions créées par les activités humaines". Dans le même esprit, l'un des pères fondateurs de l'écologie, le biogéochimiste russe W. Vernadsky a considéré l'émergence de l'homme civilisé, de l'homme des sociétés industrielles, comme celle d'un *"facteur géologique planétaire"*.

Certes, le statut de l'humain a toujours fait problème à l'intérieur de l'histoire naturelle, puis de la biologie. Mais enfin, Descartes, avec sa théorie des animaux-machines, avait tout juste suscité l'émotion de quelques-uns de ses lecteurs, épris de l'âme de leur animal familier. Avec Darwin, l'enjeu était déjà tout autre, et la société victorienne fut scandalisée d'être rangée dans le grand schéma évolutif de la vie aux côtés d'espèces inférieures. Avec l'écologie, l'affaire devient plus grave encore, puisque l'homme n'est plus le centre de l'univers, mais une infime partie de l'immense ensemble biosphérique. La science classique réductionniste, faisait remonter jusqu'à l'homme la physique et son déterminisme. L'écologie profonde, dans ses versions les plus radicales, fait à l'inverse descendre jusqu'à la pierre, jusqu'au moindre de ses cretaires, l'âme et son pouvoir de création.

L'une comme l'autre de ces visions stérilisent la pensée dans de fausses oppositions entre réductionnisme et holisme. La critique de la formule cartésienne selon laquelle nous devrions nous rendre "comme maîtres et possesseurs de la nature" n'implique pas

* Directeur de la revue *Ecologie Politique*, auteur d'*Histoire de l'écologie, une science de l'homme et de la nature*, 1991, Editions La Découverte.

pour autant la divinisation d'une nature devant être réhabilitée dans son état originel ; état qui n'a évidemment jamais existé ailleurs que dans les fantasmes des sociétés contemporaines.

Science et politique

A partir de ce constat deux orientations pratiques divergent pour l'écologie politique. L'une consiste à exiger de l'espèce humaine -ou du moins de la majorité de ses membres, ceux du tiers-monde par exemple-, qu'elle accepte tous les sacrifices pour conserver cette nature, voire pour la réhabiliter dans cet état mythiquement originel. L'autre incite notre espèce à **choisir sa nature**, et en respectant les enseignements de l'écologie scientifique et en fonction d'un humanisme : survie de tous, liberté, égalité, solidarité. Vue mystique et fixiste d'un côté. Ethique dynamique et créatrice de l'autre. L'écologie politique n'a d'avenir que dans cette deuxième direction.

Il faut se résigner à l'idée que la démarche scientifique est descriptive et explicative. En cela, elle permet de tracer les frontières naturelles de ce que pourrait être un développement durable, et rien d'autre. Comme telle, elle éclaire cependant en toute logique des formulations prescriptives qui relèvent du politique.

Encore convient-il que la politique écologique se garde des tentations technocratiques et étatistes. Celles-ci pourraient aboutir au développement de l'"éco-business", déjà en plein essor, voire à ce qu'André Gorz a appelé un "éco-fascisme". Dans le registre de l'économie réelle se dessine en effet un véritable tournant environnemental du capitalisme mondial. D'ici l'an 2000, le Royaume-Uni dépensera 140 milliards de livres pour améliorer l'environnement, la CEE 860, les Etats-Unis 1060 milliards. L'environnement devient une nouvelle carte de visite pour IBM, Fiat s'engage à consacrer 2600 milliards de livres aux innovations écologiques au cours des trois prochaines années ; en pleine escalade guerrière dans le Golfe, la Bundeswehr décide d'équiper tous ses chars d'assaut de pots catalytiques ! etc.

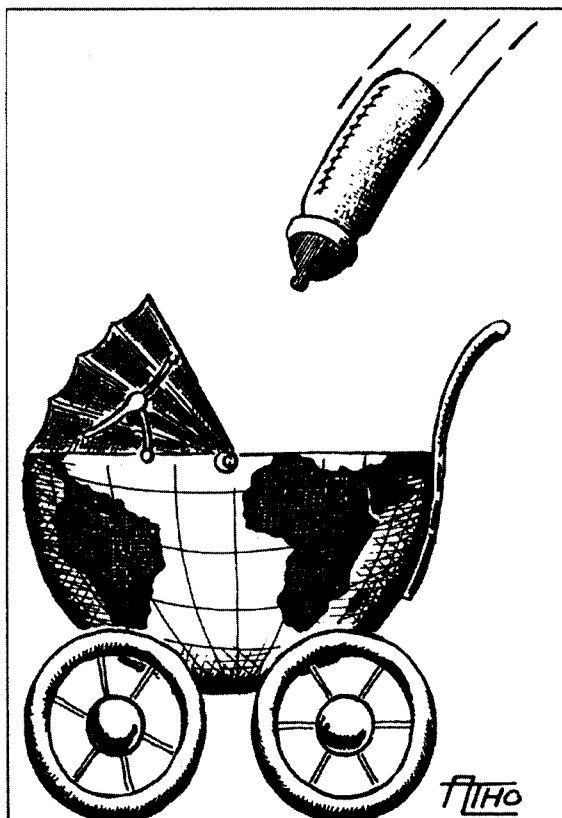
Les limites du "verdissement"

Les secteurs sensibles de l'automobile et de la chimie sont à la pointe de cette évolution, avec comme objectif le recyclage des matériaux et les économies d'énergie. Fort bien. Une telle évolution sera-t-elle suffisante pour assurer une gestion viable et équitable des ressources de la planète ? Rien n'est moins sûr : le point crucial sur lequel sera jugée en définitive l'écologisation du capitalisme sera sa capacité ou non à étendre son modèle de production/consommation à l'ensemble des humains tout en internalisant les coûts écologiques. Or c'est bien là son talon d'Achille ! Les données du problème tiennent dans un double constat. D'abord, près des trois quarts de l'humanité vivent dans des conditions matérielles intolérables. Ensuite, on ne peut changer ces conditions en étendant à la planète la civilisation du gaspillage du Nord. Les limites des ressources planétaires et des techniques disponibles l'interdisent. La réalité de cette frontière

écologique nous renvoie donc à la nécessité de dessiner une alternative sociale, qui dépasse la sécheresse du constat scientifique et implique des choix sociaux et politiques clairs.

Ces hypothèses permettent de situer enjeux et limites du "verdissement" en cours du capitalisme. Dans ses permanences, tout d'abord. Le souci d'économiser matières premières et énergies ne date pas d'aujourd'hui, et l'on pourrait en écrire l'histoire, notamment pour des pays mal dotés en ressources fossiles, comme la France ou l'Italie. Dans ses ruptures ensuite, car la nouveauté est bien l'émergence de mouvements écologiques radicaux qui contribuent, selon le jargon des économistes, à l'internalisation de certaines externalités. Le refus de la valorisation marchande de la nature fait en effet croître le coût des entreprises ou des services de l'Etat. Ce refus s'exprime dans les luttes pour améliorer les dispositifs de sécurité industriels ; dans celles contre le bruit ou la pollution de l'air, pour des espaces verts contre la spéculation urbaine ; etc.

A cet égard, la dialectique entre mouvement écologique et capitalisme est tout à fait comparable à celle qui a lié historiquement ce dernier au mouvement ouvrier. Le célèbre passage du *Capital*, si souvent cité, où Marx dénonce l'épuisement conjoint de la terre et du travailleur suggère un parallèle éclairant. A l'intérieur même du capitalisme, des mesures ont permis de sauvegarder la force de travail et d'assurer son entretien, depuis les réglementations sur le temps de travail, l'hygiène et la sécurité, jusqu'au système de protection sociale. Des mécanismes analogues ont été mis en place pour réglementer l'usage des ressources et assurer leur sauvegarde : lois, dispositifs techniques, accords internationaux pouvant aller jusqu'à





l'interdiction de produits ou de pratiques écologiquement inacceptables.

Choisir sa nature, choisir son écologie

Ces réformes, lorsqu'elles ont été imposées "par en bas" peuvent induire de nouvelles exigences en matière de santé, de qualité des produits, de logement, de sauvegarde d'un site ou d'une ressource. Comment ne pas s'en réjouir, surtout si elles s'accompagnent d'un élargissement de la démocratie, d'un recul des méthodes administratives et bureaucratiques, de la remise en cause des comptabilités étriquées d'une économie et d'un productivisme dénués de toute fin humaine ? A l'inverse, imposées "par le haut", leur conséquences peuvent être désastreuses, car elles risquent, suivant un schéma classique, de précipiter des salariés dans le chômage, de pousser à la délocalisation dans le tiers-monde d'industries sales et dangereuses, etc.

Aucune écologie politique ne peut donc prétendre se construire exclusivement sur une écologie scientifique. Car les problèmes écologiques sont aussi, indissociablement, sociaux et politiques. Il faut donc choisir son écologie ! Cette écologie, que je désigne comme "une science de l'homme et de la nature", ce ne peut être qu'une écologie démocratique. C'est-à-dire une écologie pluraliste, une écologie de débat et de recherche, associant contestation et gestion dans une incessante tension. Une écologie dont nul ne peut se dire le détenteur privilégié.

Les nouvelles approches scientifiques de notre monde s'inscrivent dans une rupture épistémologique fondamentale. Il s'agit de congédier la science linéaire, suivant laquelle à la somme de deux causes correspond toujours la somme des deux effets correspondants. Désormais, nous savons qu'une perturbation in-

finitésimale peut produire une déviation macroscopique.

La science linéaire participait d'une culture convaincue de la linéarité de l'Univers, prévisible comme la trajectoire d'un boulet de canon, l'orbe d'une planète ou le rendement d'une machine. Or l'écologie a montré la limite de ces représentations linéaires, en prouvant les rendements décroissants de l'agriculture intensive, l'impossibilité d'une croissance exponentielle des produits industriels dans un monde fini, bref, l'incapacité de la biosphère à recycler les déchets, formes ultimes et mortelles des marchandises.

Il faut bien entendu pousser la rigueur de l'analyse écologique plus loin. Si l'on établit en effet un lien entre le culte de la marchandise et l'impasse écologique, il faut aussi critiquer et combattre la réduction par notre système social de tous les biens à l'état de marchandise, qu'il s'agisse des eaux, des cieux, des sols, des plantes et des animaux, et de l'homme surtout !

Examinant l'ensemble de ces défis, l'on doit se remémorer cette interrogation de Freud, ces lignes ultimes de *Malaise dans la civilisation* : "*Le progrès de la civilisation humaine saura-t-il, et dans quelle mesure, dominer les perturbations apportées à la vie en commun par les pulsions humaines d'agression et d'autodestruction ? ... Les hommes d'aujourd'hui ont poussé si loin la maîtrise des forces de la nature qu'avec leur aide, il leur est devenu facile de s'exterminer mutuellement jusqu'au dernier. Ils le savent bien et c'est ce qui explique une bonne part de leur agitation présente, de leur malheur et de leur angoisse*". Les seules espérances vraies sont les réflexions plurielles et l'action unie pour sauver les humains et leur planète. ■

Publicité

En 1992

Le monde du travail bouge encore, alors lisez COLLECTIF !

Ce trimestre Collectif part à la rencontre de ceux qui dans l'ex-URSS croient encore dans la nécessité d'un mouvement syndical unitaire et démocratique dans lequel tous ceux qui participent à l'élaboration et à la réalisation de biens et de services pourraient discuter tant de leurs problèmes de travailleurs que des problèmes que leur travail pose à la société. Trois membres du syndicat des mineurs nous entraînent ainsi dans leur itinéraire de travailleurs contestataires de l'usine et de la mine au syndicat et nous livrent sur 11 pages leur vision riche et contrastée du syndicalisme. Un autre regard indispensable pour analyser et comprendre les enjeux passés et actuels de l'action syndicale ici et là-bas.

Le reste du numéro contient les rubriques habituelles de la revue avec entre autres : SANS FRONTIERES pour comprendre "Les syndicats yougoslaves dans l'état de guerre" ; ENQUETE AU CŒUR sur "Ce que révèle le conflit des assistantes sociales" ; ECOLOGIE DU TRAVAIL avec un reportage-analyse sur "En toute ignorance, trois salariés irradiés à Forbach".

Pour tous ceux que la revue intéresse : le numéro coûte 30 francs. L'abonnement pour quatre numéros (la parution est à peu près trimestrielle) coûte 120 francs. Et l'adresse : Collectif, BP74, 75960 Paris Cedex 20.